

Stéphane BAVOIS
Alexandre BEAUDEAU
Cyril DESCHELLETTE
Esméralda GONZALEZ
Victoria HARVOIRE
Sylvaine MOUTON
Julien PATANCHON

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

SOLIHA AIS Nouvelle Aquitaine

Association loi 1901

Siège Social : 10, rue Cabanac
Immeuble Emergence
33800 - BORDEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mérignac
21, Avenue Ariane
BP 20023
33702 Mérignac Cedex
Tél. 05 56 34 60 00
Fax. 05 56 13 05 11

Email : mel@audial.fr
<http://www.audial.fr>

SOLIHA AIS Nouvelle Aquitaine

Association loi 1901

Siège social : 10, rue Cabanac, Immeuble Emergence – 33800 BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **SOLIHA AIS Nouvelle Aquitaine** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe « Changement de méthode comptable » des « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant la première application au 1^{er} janvier 2025 des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

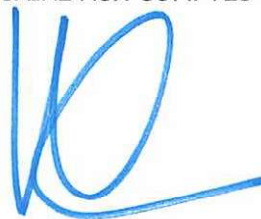
Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 15 avril 2026

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



AUDIAL

Représenté par Cyril DESCHELLETTE

- BILAN ACTIF -

ACTIF	Brut	Amortissement	Net 2025	Net 2024
Frais d'établissement (1)t	11 245	11 245		
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	43 863	39 852	4 011	2 621
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total immobilisations incorporelles	43 863	39 852	4 011	2 621
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage industriels				
Autres Immobilisations corporelles	41 949	31 507	10 442	7 357
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Total immobilisations corporelles	41 949	31 507	10 442	7 357
Immobilisations financières				
Participations	28 000		28 000	28 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	5 421		5 421	5 421
Prêts				
Autres immobilisations financières	12 401		12 401	2 430
Total immobilisations financières	45 822	0	45 822	35 851
Total I	142 879	82 604	60 275	45 828
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 712 018	60 000	1 652 018	1 433 324
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	2 369		2 369	6 571
Charges constatées d'avance	27 292		27 292	9 651
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres	1 299 999		1 299 999	793 576
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	526		526	604
Disponibilités	901 783		901 783	846 338
Total II	3 943 987	60 000	3 883 987	3 090 064
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
Total général	4 086 866	142 604	3 944 262	3 135 892

- BILAN PASSIF -

PASSIF	Net 2025	Net 2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	5 000	5 000
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	417 141	288 923
Excédent ou déficit de l'exercice	102 597	128 218
Total situation nette	524 738	422 141
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		3 113
Total autres fonds associatifs		3 113
Total I	524 738	425 254
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	30 000	30 000
Provisions pour charges		
Total III	30 000	30 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 168	22 400
Emprunts et dettes financières divers	24 224	24 124
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	184 986	86 174
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	177 828	156 064
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 865 142	2 375 951
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	125 176	15 925
Total IV	3 389 525	2 680 638
Ecarts de conversion passif		
Total général (I + II + III + IV + V)	3 944 262	3 135 892

- COMPTE DE RESULTAT -

COMPTE DE RESULTAT	Net 2025	Net 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	990 200	919 019
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	426 196	383 268
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	400	27 608
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 569	24 759
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 419 365	1 354 654
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	474 023	445 174
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	35 483	30 881
Salaires	598 437	550 109
Cotisations sociales	187 991	167 184
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 208	11 871
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	30 729	32 060
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 335 872	1 237 280
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	83 493	117 374

- COMPTE DE RESULTAT (Suite) -

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Net 2025	Net 2024
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		106
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	107	
Autres intérêts et produits assimilés	24 610	5 455
Reprises sur provisions, dépréciations		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	24 717	5 561
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	120	194
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (IV)	120	194
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	24 596	5 367
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	108 090	122 741
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		6 226
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V- VI)		6 226
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VII)	5 493	749
Total des produits (I + III + V)	1 444 082	1 366 440
Total des charges (II + IV + VI + VII + VII)	1 341 485	1 238 222
Excédent ou déficit	102 597	128 218

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Net 2025	Net 2024
PRODUITS		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE

- Règles & Méthodes Comptables -

L'exercice clôturé au **31/12/25** présente un montant total du bilan de **3 944 262 €**

Et dégage un résultat de **102 597 €**

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 19/03/2026.

L'association participe au déploiement des cinq métiers socle SOLIHA sur son territoire à travers l'activité d'intermédiation et de gestion immobilière locative de logements.

Par référence à la loi n° 90.449 du 31 mai 1990 (loi Besson), à la loi d'orientation n° 98.657 du 29 Juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions et à la loi relative au Droit au Logement Opposable n° 2007-290 du 5 mars 2007, elle a pour objet principal l'accès à l'offre locative des personnes qui éprouvent des difficultés à se loger ou à se maintenir dans leur logement.

A cet effet, elle assure un service de prospection et gestion locative mettant en œuvre tous les moyens publics et privés relatifs à cet exercice :

- Rechercher des logements tant auprès des propriétaires privés que des propriétaires publics : collectivités locales, organismes d'HLM, etc.
- Exercer toutes opérations d'intermédiaires entre bailleur et locataire pour la sécurisation de la relation locative, le logement ou le relogement de personnes mal logées ou en difficulté et l'accompagnement social.

Elle agit dans le cadre juridique des mandats de gestion et de transaction locative ainsi que des mécanismes de prise à bail avec substitution de locataire (notamment de type "baux glissants") ou toute autre forme appropriée. Elle s'adresse essentiellement, mais pas exclusivement, aux personnes ayant des difficultés particulières d'accès au logement, notamment celles visées dans les plans départementaux prévus par la loi du 31 Mai 1990 modifiée.

En tant que membre du Mouvement SOLIHA, l'association poursuit comme objectif principal la recherche d'une utilité sociale et contribue à :

- œuvrer pour l'amélioration des conditions d'habitat,
- améliorer les conditions de vie et d'habitat des populations défavorisées, fragiles ou vulnérables, notamment dans les territoires en difficulté,
- contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités, à la préservation et au développement du lien social, au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale,
- concourir au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale, territoriale et participative, à la transition énergétique, et à l'émergence de politiques nouvelles en faveur de l'habitat et du développement des territoires.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif tel que modifié par le règlement ANC n° 2022-06, homologué par arrêté du 26 décembre 2023.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices.

Dans le cadre de son activité de gestion locative, l'association agit en qualité de mandataire et encaisse des fonds pour le compte des propriétaires bailleurs.

Conformément à la réglementation en vigueur et aux recommandations professionnelles du secteur, la société tient une comptabilité distincte des opérations réalisées pour le compte des mandants. Les loyers, charges et dépôts de garantie encaissés pour le compte des mandants ne constituent pas des produits de la société et ne figurent pas dans son compte de résultat.

Au 31 décembre 2025, le montant des fonds détenus pour le compte des mandants s'élève à 1 061 815 €.

Ces fonds sont déposés sur des comptes bancaires séparés et font l'objet de rapprochements bancaires réguliers.

Evènements significatifs

L'exercice 2025 constitue le premier exercice d'application obligatoire du règlement ANC n° 2022-06. Celui-ci entraîne, de façon prospective, une modification de la présentation du compte de résultat dont les incidences sur l'exercice sont détaillées dans la note « Changement de méthode comptable » ci-après. Il convient de noter que celui-ci est sans incidence sur le résultat net et les capitaux propres à l'ouverture de l'exercice.

L'association a procédé à un déménagement de ses locaux au 1er juillet 2025.

Changement de méthode

L'application du règlement ANC n° 2022-06, a conduit l'association à adapter la présentation de ses états financiers.

Les principales incidences financières portent sur :

- ***Nouvelle définition du résultat exceptionnel***

Seuls peuvent désormais être présentés en résultat exceptionnel les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

En conséquence, les produits et charges antérieurement enregistrés en résultat exceptionnel au titre d'opérations non récurrentes mais liées à l'activité courante sont désormais reclassés en résultat d'exploitation ou en résultat financier, selon leur nature.

Les montants ainsi comptabilisés en résultat d'exploitation au titre de l'exercice 2025 concernent la quote-part de subvention d'investissement rapportée au résultat à hauteur de 3 K€.

- Suppression des transferts de charges

Les opérations précédemment comptabilisées en transferts de charges sont désormais enregistrées selon leur nature en diminution des charges correspondantes ou en produits d'exploitation.

Les montants ainsi reclassés cette année concernent des remboursements de charges de personnel portés en diminution des dépenses de personnel à hauteur de 6 K€, des remboursements de frais pédagogiques de formation en diminution des dépenses de formation à hauteur de 2 K€.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires) ou à leur coût de production. Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels 1 à 5 ans
- Matériel informatique 3 ans
- Matériel de bureau 3 ans
- Mobilier 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

- Tableau des Immobilisations –

	Montant début	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	11 245				11 245
Autres postes d'immobilisations incorporelles (1)	55 209		3 174	14 520	43 863
Total des immobilisations incorporelles	66 454		3 174	14 520	55 108
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Insta. générales, agencements des constructions					
Inst. techniques, mat. , et outillages industriels					
Inst. générales, agencnts, aménagements divers	18 678				18 678
Matériel de transport					
Matériel de bureau et mobilier informatique	23 945		10 510	11 184	23 271
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total des immobilisations corporelles	42 623		10 510	11 184	41 949
Immobilisations financières					
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	28 000				28 000
Autres titres immobilisés	5 421				5 421
Prêts et autres immobilisations financières (2)	2 430		9 971		12 401
Total des immobilisations financières	35 851		9 971		45 822
TOTAL GENERAL	144 927		23 655	25 704	142 879

- Tableau des Amortissements -

	Montant début	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement, de recherche et de dév.	11 245				11 245
Autres postes d'immobilisations incorporelles	52 588		1 784	14 520	39 852
Total des immobilisations incorporelles	63 833		1 784	14 520	51 097
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constr.					
Installations techniques, matériel et outillage indust.					
Installations générales, agencements, aménagements	15 565		3 113		18 678
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 701		4 311	11 184	12 829
Emballages récupérables et divers					
Total des immobilisations corporelles	35 266		7 424	11 184	31 507
TOTAL GENERAL	99 099		9 208	25 703	82 603

- Ventilation des Dotations aux Amortissements -

	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et de dév.			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 784		
Total des immobilisations incorporelles	1 784		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements des constr.			
Installations techniques, matériel et outillage indust.			
Installations générales, agencements, aménagements	3 113		
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 311		
Emballages récupérables et divers			
Total des immobilisations corporelles	7 424		
TOTAL GENERAL	9 208		

- Variation des fonds propres -

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	5 000				5 000
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	288 923	128 218			417 141
Excédent ou déficit de l'exercice	128 218	- 128 218	102 597		102 597
Situation nette	422 141	0	102 597		524 738
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 113			3 113	0
Provisions réglementées					
Total	425 254		102 597	3 113	524 738

- Tableau d'affectation du résultat de l'exercice soumis à l'assemblée générale -

Origines	Montant
Report à nouveau de l'exercice	417 141
Résultat de l'exercice	102 597
Prélèvement sur les réserves	
Total	519 738

Affectations	Montant
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	519 738
Total	519 738

- Etat des Provisions -

Nature des provisions	Montant au début	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	Montant à fin
Provisions réglementées				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
<i>Dont majorations exceptionnelles de 30%</i>				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total des provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
<i>Sous total provisions pour risques</i>				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Prov. pour charges soc. et fisc. sur congés à payer				
<i>Sous total provisions pour charges</i>				
Autres provisions pour risques et charges	30 000			30 000
Total des provisions pour risques et charges	30 000			30 000
Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur immobilisation de titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	60 400		400	60 000
Autres provisions dépréciations				
Total des provisions pour dépréciation	60 400		400	60 000
TOTAL GENERAL	90 400		400	90 000
Dont dotations et reprises d'exploitation			400	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice				

- Etat des Créances -

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	12 401		12 401
Total actif immobilisé	12 401		12 401
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	60 000		60 000
Autres créances clients	1 652 018	1 652 018	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	186	186	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 183	2 183	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers			
Total actif circulant	1 714 387	1 654 387	60 000
Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CREANCES	1 726 788	1 654 387	72 401
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés			

- État des Dettes -

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit	12 168	11 317	851	
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	24 124	24 124		
Fournisseurs et comptes rattachés	184 986	184 986		
Personnel et comptes rattachés	47 234	47 234		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	95 823	95 823		
Impôts sur les bénéfices	5 493	5 493		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	29 278	29 278		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	100	100		
Autres dettes	2 865 142	2 865 142		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	355 176	355 176		
TOTAL DES DETTES	3 619 524	3 618 673	851	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	Erreur ! Signet non défini.			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	10 092			
(2) Montant des emprunts et dettes dus aux associés				

- Charges à payer -

	Montant
Dettes financières	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 152
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	
Total dettes financières	1 152
Dettes d'exploitation	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 619
Dettes fiscales et sociales	66 294
Total dettes d'exploitation	77 913
Dettes diverses	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total dettes diverses	
TOTAL	79 065

- Produits à recevoir -

	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Total immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	1 350
Total créances	1 350
Disponibilités et divers	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total disponibilités et divers	
TOTAL	1 350

- Charges et produits constatés d'avance -

	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation :	27 292	125 176
Charges ou produits financiers :		
Charges ou produits exceptionnels :		
TOTAL	27 292	125 176

- Autres Informations -

Rémunérations allouées aux dirigeants :

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles doivent être communiqués.

Aucune rémunération ni avantage en nature n'a été versé au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles.

Indemnités de départ à la retraite :

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier. L'engagement n'est pas comptabilisé.

A la clôture de l'exercice l'engagement s'élève à 26 710 euros, 23 639 euros à la clôture précédente.

Effectif :

Effectif : L'équivalent temps plein de l'année 2025 est de 18.5 personnes.

Au 31 décembre 2025, l'effectif est de 20 salariés : 3 cadres et 17 employés dont 3 apprenties.

Autres dettes et Créances usagers :

Les autres dettes (2865K€) sont composées principalement des quittances à recouvrer pour le compte des propriétaires pour 1514K€ et des cautions conservées pour 609K€.

Parallèlement, on retrouve les 1514K€ de créances des locataires dans les créances usagers (1652K€).

Fonds de garantie :

Il ne reste qu'un solde de fonds de garantie anciennement gérés pour le compte de collectivités, comptabilisé en Emprunt et Dettes financières diverses pour 24K€.

Engagements hors bilan :

L'association bénéficie d'une garantie financière conforme aux dispositions de la Loi Hoguet couvrant les fonds détenus pour le compte de tiers.

En 2025, la garantie s'élève à 1 626 400€.